

Et même si l'on a parlé de désétatisation au singulier, les PAS ne s'attaquent pas de façon uniforme à ces rôles.

Les PAS facilitent la continuation, et même de l'extension de certains des rôles d'influence, d'orientation et médiatisation.

Les PAS redirigent et réorientent le rôle de régulation et de redistribution et enfin, impliquent des retraits majeurs de la production et de la planification.

Tout ceci a des conséquences qui n'ont peut-être pas reçu l'attention qu'elles méritent surtout si l'on s'intéresse à la prévention des conflits. Je ne pourrais que faire référence à 3 domaines d'interrogation développés ailleurs par d'autres auteurs¹ mais qui suggèrent la nature non résolue des processus de reconceptualisation de l'État et l'importance de créer des arènes de réflexion où ces débats et interrogations pourront être poursuivis.

A titre d'illustration, notons les domaines d'interrogation suivants :

a) La complexité des rapports entre secteur public et secteur privé

La réduction du rôle de l'État dans la production pourrait réduire sa capacité et son efficacité à accomplir ses interventions de régulation en faveur du secteur privé, parce qu'il y a souvent une forte interdépendance entre les secteurs public et privé.

Par exemple, le secteur privé peut dépendre de contrats de l'État pour ses activités (on peut citer en exemple les généreuses subventions du Brésil au secteur privé). Par conséquent, les privatisations ne seront pas toujours bienvenues par le secteur privé.

¹ Thomas J. Bierstecker, "Restructuring the Role of the State in the Economy : A Conceptual Exploration of I.M.F. and World Bank Prescriptions" dans International Studies Quarterly, vol. 34, 1990, pp. 477-492. Voir également les travaux de Howard Stein dont le suivant : "Deindustrialization, Adjustment, the World Bank and the IMF in Africa" in World Development, vol. 20, no. 1, 1992, pp. 83-95.